

# Le bilan de l'Occident collectif en matière de droits de l'homme et de droit international

par Alfred de Zayas,\* Genève



Alfred de Zayas.  
(Photo mad)

Un observateur impartial souhaitant évaluer la position des pays sur les questions fondamentales des droits de l'homme, du droit international, de la paix, du développement et du multilatéralisme n'a qu'à examiner le bilan des votes des Etats au Conseil de sécurité des Nations Unies, à l'Assemblée générale, au Conseil des droits de l'homme et au sein d'autres agences internationales.

C'est dans les votes que réside la vérité. C'est l'essentiel: un test décisif fiable pour découvrir ce que les pays défendent réellement, comment ils perçoivent le droit international et la morale, qui promeut l'application uniforme des normes, qui pratique l'exceptionnalisme,<sup>1</sup> qui aspire à un monde multilatéral de coopération, et qui ne fait que prôner de belles paroles sur les valeurs humanistes tout en instrumentalisant agressivement les droits de l'homme au service d'une géopolitique conflictuelle.

Les tendances qui se dégagent sont claires: l'Occident dans son ensemble invoque l'exceptionnalisme et sape systématiquement les principes et les objectifs des Nations Unies, votant systématiquement contre les initiatives de paix, la démilitarisation et le développement économique et social. Je consacre un chapitre à ce phénomène dans mon livre *The Human Rights Industry*.<sup>2</sup>

En 1984, l'Assemblée générale a adopté la *Résolution 39/11*, la Déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples à la paix.<sup>3</sup> La résolution a été adoptée par 92 voix pour, aucune contre et



Dégâts causés dans un quartier de Téhéran.  
(Photo Avash Media – CC BY 4.0)

34 abstentions. L'Occident dans son ensemble et ses vassaux se sont retrouvés dans la troisième catégorie. En 2009, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'organiser un atelier sur le droit à la paix, auquel j'ai participé en tant qu'expert.<sup>4</sup> Nous avons produit un rapport solide.<sup>5</sup>

En 2012, le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme a adopté un projet complet de déclaration sur le droit à la paix, qui intégrait d'importantes contributions de la société civile, notamment la *Déclaration de Saint-Jacques-de-Compostelle de 2010*,<sup>6</sup> y compris la création d'un mécanisme de suivi. Le Conseil des droits de l'homme a ensuite confié la rédaction finale à un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée, auquel j'ai participé en ma qualité d'expert indépendant des Nations Unies sur l'ordre international.<sup>7</sup>

J'ai observé avec dégoût la manière dont l'Occident dans son ensemble, notamment les Etats-Unis, a vidé le texte de sa substance, de sorte que ce que l'Assemblée générale a finalement adopté en 2016 était bien moins que ce dont le monde disposait en 1984.<sup>8</sup> Les forces du militarisme étaient devenues trop puissantes au sein du Conseil des droits de l'homme et les arguments juridiques ont été déformés et dénaturés au point d'être méconnaissables. La *novlangue orwellienne* était la règle, et non l'exception.

Chaque année, l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme adoptent des ré-

\* Alfred de Zayas est professeur de droit international public à l'Ecole supérieure de diplomatie de Genève et a été, de 2012 à 2018, expert indépendant des Nations Unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et juste. Il est membre du conseil d'administration de l'Institut international de recherche sur la paix de Genève (GIPRI). Il est l'auteur de douze ouvrages, dont «*Building a Just World Order*» (2021), «*Countering Mainstream Narratives*» (2022) et «*The Human Rights Industry*» (Clarity Press, 2021).

solutions condamnant les mesures coercitives unilatérales<sup>9</sup> comme contraires à la Charte des Nations Unies, au droit international, à la liberté de navigation, à l'interdiction d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats, etc. Plus des deux tiers des membres votent pour,<sup>10</sup> l'Occident collectif vote contre. Il est instructif de lire l'explication de vote de l'Union européenne, un exemple classique de dissonance cognitive.

Chaque année, l'Assemblée générale adopte une résolution condamnant l'embargo illégal contre Cuba. Le 29 octobre 2025, la 33e résolution de ce type a été adoptée. Qui a voté contre? Les Etats-Unis, Israël, l'Argentine, la Hongrie, le Paraguay, la Macédoine du Nord et l'Ukraine.<sup>11</sup> Qui s'est abstenu? L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Costa Rica, la Tchéquie, l'Equateur, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, le Maroc, la Pologne, la Moldavie et la Roumanie. En 2024, le vote avait été de 187 voix pour et seulement deux voix contre, celles des Etats-Unis et d'Israël.

Le 8 octobre 2021, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution 48/7, une déclaration historique sur les séquelles et l'héritage du colonialisme.<sup>12</sup>

*«Constatant avec préoccupation que l'héritage du colonialisme, dans toutes ses manifestations, telles que l'exploitation économique, les inégalités au sein des Etats et entre eux, le racisme systémique, les violations des droits des peuples autochtones, les formes contemporaines d'esclavage et les atteintes au patrimoine culturel, a des effets négatifs sur l'exercice effectif de tous les droits de l'homme,*

*Considérant que le colonialisme a conduit au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée, et que les Africains et les personnes d'ascendance africaine, de même que les personnes d'ascendance asiatique et les peuples autochtones, ont été victimes du colonialisme et continuent à en subir les conséquences,*

*Exprimant sa profonde inquiétude face aux violations des droits humains des peuples autochtones commises dans des contextes coloniaux, et soulignant le fait que les Etats doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits et assurer la sécurité des peuples autochtones, en particulier des femmes et des enfants, rétablir la vérité et la justice et faire en sorte que les auteurs de violations répondent de leurs actes,*

*1. Souligne qu'il est de la plus haute importance d'éliminer le colonialisme et de s'attaquer aux effets négatifs qu'a l'héritage du colonialisme sur l'exercice des droits de l'homme;*

*2. Demande aux Etats Membres, aux organes concernés de l'Organisation, aux organismes compétents des Nations Unies et aux autres parties intéressées de prendre des mesures concrètes pour remédier aux effets négatifs qu'a l'héritage du colonialisme sur l'exercice des droits de l'homme;*

Comme prévu, l'Occident dans son ensemble s'est abstenu.

Le 21 mars 2026, l'Assemblée générale a adopté une résolution proposée par le gouvernement du Ghana sur les séquelles de la traite négrière et leurs implications pour les droits de l'homme et le développement aujourd'hui.<sup>13</sup> Qui a voté contre? Les Etats-Unis, Israël et l'Argentine. Le reste de l'Occident et ses alliés se sont abstenus.

*«Pendant plus de 400 ans, des millions de personnes ont été arrachées à l'Afrique, enchaînées et expédiées vers le Nouveau Monde pour travailler dans les champs de coton et les plantations de sucre et de café sous une chaleur torride et au son du fouet. Privées de leur humanité fondamentale et même de leurs propres noms, elles ont été contraintes de subir des générations d'exploitation dont les répercussions se font encore sentir aujourd'hui, notamment sous la forme d'un racisme et d'une discrimination anti-Noirs persistants.»*

*La résolution soulignait que «la traite des Africains réduits en esclavage et l'esclavage racialisé des Africains constituent le crime le plus grave contre l'humanité en raison de la rupture définitive qu'ils ont provoquée dans l'histoire mondiale, de leur ampleur, de leur durée, de leur nature systémique, de leur brutalité et de leurs conséquences durables qui continuent de structurer la vie de tous les peuples à travers des régimes racialisés de travail, de propriété et de capital.»*

### Récits intéressés

Malgré l'évidence, le discours dominant voudrait nous faire croire que l'«Occident collectif» – les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la plupart des Etats européens – est le berceau du droit international et de la démocratie, qu'il possède une supériorité morale sur le reste du monde. Cette perception est-elle justifiée et vérifiable empiriquement?

En tant que citoyen américain et suisse, je constate qu'une propagande et des relations publiques incessantes ont construit ce fantasme intéressé que les manuels scolaires et universitaires diffusent et réaffirment consciencieusement, non seulement aux Etats-Unis mais aussi dans de nombreux pays européens. La culture

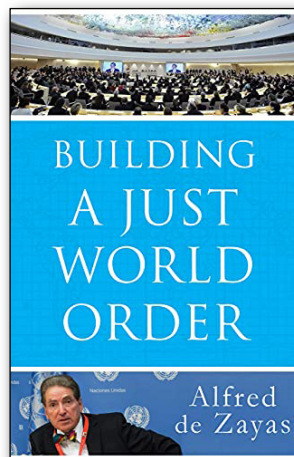
occidentale, le folklore, la télévision, les films, Internet sont tous imprégnés de cette foi quasi religieuse selon laquelle nous sommes «les gentils», ce qui implique que le reste du monde est constitué des «méchants», et que nous avons pour mission de leur apporter la démocratie et les droits de l'homme.

Bien sûr, lorsque nous, dans l'Occident collectif, utilisons le mot «démocratie», nous ne faisons pas référence à la corrélation entre la volonté du peuple et les règles qui le gouvernent. Il existe en fait un décalage flagrant entre les gouvernements occidentaux et la population. Alors que les gouvernements se livrent à la propagande de guerre et à la diabolisation de prétendus «ennemis», la population des Etats-Unis et de la plupart des pays européens plaide massivement en faveur de la paix et de la prospérité, préférant le beurre aux armes.

Une partie de ce décalage se reflète sémantiquement dans l'usage abusif de la terminologie. Pour les «élites» de l'Occident, le terme «démocratie» désigne en réalité notre système économique. Dans de nombreux textes, les mots démocratie et capitalisme prédateur sont interchangeables. Un autre problème est celui de la perception. Les citoyens lambda ont d'autres priorités et préfèrent croire en l'honnêteté et les bonnes intentions de nos gouvernements, peu importe le nombre de fois où ceux-ci nous mentent, peu importe le nombre de fois où nous les avons pris en flagrant délit de mensonge. Cela peut se résumer par la célèbre remarque de Jules César: «quae volumus, ea credimus libenter»<sup>14</sup> – nous croyons ce que nous voulons croire. Pire encore, nous pouvons nous rappeler une autre phrase latine: «mundus vult decipi» – le monde veut être trompé – «ergo decipiatur» – donc continuons à leur mentir.<sup>15</sup>

Malgré les arguments rationnels avancés par *Bertrand Russell*, *Albert Camus*, *Ramsey Clark*, *Noam Chomsky*, *Naomi Klein*, *Arundhati Roy*, *Mia Mottley*, *Francis Boyle*, *John Mearsheimer*, *Jeffrey Sachs* pour réfuter les discours mensongers des gouvernements, le pouvoir des médias grand public est tel que la majorité des Américains, des Britanniques, des Français et des Allemands sont sincèrement convaincus de la prétendue supériorité morale de nos gouvernements «démocratiques» et de leur droit de dicter aux autres comment gérer leurs affaires.

La fausse image que nous, Occidentaux, avons de nous-mêmes et de nos dirigeants repose sur



ISBN 978-1949762426



ISBN 978-1949762525

des fausses informations qui se sont progressivement transformées en fausse histoire, puis consolidées par de fausses perceptions du droit (fake law). Les politiciens ont coutume d'inventer le droit international au fur et à mesure, et ce faux droit est façonné par des juristes au service du gouvernement, qui sont essentiellement des «plumes à louer», payés pour écrire ce que le gouvernement veut, ou du moins pour présenter un argument plausible dans le jargon juridique requis.

Nous, Occidentaux, souffrons certainement d'un manque de sens de l'autocritique. Mais je crains que ce grave défaut humain ne soit également partagé par beaucoup d'autres, notamment les Chinois, les Indiens, les Pakistanais et les Russes. Les objecteurs de conscience à la pensée unique et aux discours officiels sont considérés comme de dangereux traîtres, comme des hérétiques. Ce n'est pas un phénomène moderne. *Socrate*, *Sénèque*, *Giordano Bruno*<sup>16</sup> ont été éliminés par les sociétés mêmes qu'ils tentaient d'éclairer. D'autres hérétiques ont survécu parce qu'ils se sont rétractés à la dernière minute, comme *Galilée*.<sup>17</sup>

Les «hérétiques» d'aujourd'hui sont nos lanceurs d'alerte tels que *Julian Assange*, *Edward Snowden*, *John Kirikakou*, *Daniel Ellsberg* et bien d'autres. J'ai dédié mon livre *The Human Rights Industry*<sup>18</sup> à quarante lanceurs d'alerte qui ont tenté de nous ouvrir les yeux sur les crimes commis non seulement par nos gouvernements, mais aussi par le secteur privé, par des entreprises qui ont tiré profit de la guerre et ont ainsi favorisé les conflits à travers le monde. Nous devrions honorer les lanceurs d'alerte comme les héros de notre époque, comme des personnes courageuses qui ont risqué leur vie et leur carrière pour nous révéler des vérités que nos gouvernements nous ont cachées.

Parmi les «hérétiques» d'aujourd'hui comptent également des experts tels que le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la Palestine, la professeure de droit international, l'italienne *Francesca Albanese*, qui a été sanctionnée par les Etats-Unis, et l'officier de renseignement suisse, chercheur et publiciste *Jacques Baud*,<sup>19</sup> sanctionné par le Conseil de l'Europe en violation flagrante du droit à la liberté d'expression,<sup>20</sup> de la liberté de croyance et de conviction, ainsi que de la liberté de recherche universitaire.

Ces sanctions draconiennes ont été imposées de manière arbitraire, sans procédure régulière, et sont contraires aux lois nationales et internationales, incompatibles avec de nombreux articles du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*,<sup>21</sup> de la *Convention européenne des droits de l'homme*<sup>22</sup> et de la *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*.<sup>23</sup>

### **Un bref moment d'espoir et d'optimisme: la Charte des Nations Unies comme constitution mondiale**

Il y a eu des moments dans l'histoire mondiale où la rationalité semblait avoir pris le dessus sur la propagande, de brefs instants rapidement ruinés par les puissants, dont la principale préoccupation a toujours été de conserver le contrôle, d'accroître leur pouvoir, de discréditer et de diaboliser leurs concurrents potentiels.

Un tel moment s'est produit en 1945 avec la défaite du nazisme et de l'impérialisme japonais, avec l'adoption de la Charte des Nations Unies comme nouvel ordre international fondé sur des règles, comme nouvelle constitution pour la planète, avec la Cour internationale de justice comme Cour constitutionnelle mondiale. Cela aurait pu fonctionner si le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale avaient respecté les souhaits de «Nous, les peuples», dont la principale préoccupation était d'épargner aux générations futures le fléau de la guerre.

La volonté politique des dirigeants des pays des cinq continents aurait pu faciliter la mise en place de mécanismes d'application efficaces. En effet, la civilisation est un processus continu qui consiste à établir des règles du jeu et à renforcer les normes en créant des appareils de mise en œuvre efficaces. Les pays du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest auraient pu éclairer, nourrir et diffuser l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les tribunaux nationaux, régionaux et internationaux des

droits de l'homme auraient dû être renforcés, et leurs jugements appliqués.

Hélas, nous sommes tous humains, en proie à l'arrogance, à l'ambition, à la cupidité et à tant de contradictions. Bientôt, le système naissant de paix par le droit a été sapé par l'émergence mondiale de ce qui est devenu connu sous le nom de «complexe militaro-industriel», dénoncé par le président américain *Dwight Eisenhower* dans son discours d'adieu du 17 janvier 1961.<sup>24</sup>

Ce monstre de notre propre création a continué à s'étendre et à détruire tout vestige de démocratie, tout engagement spirituel envers les *Béatitudes (Matthieu, chapitres V–VII)*. Alors que nous prônions du bout des lèvres l'idéal de la paix par la justice sociale, nous avons embrassé le vieil adage latin immoral *si vis pacem, para bellum*<sup>25</sup> – si tu veux la paix, prépare la guerre, et rejeté la devise de l'Organisation internationale du travail: *si vis pacem, cole justitiam*<sup>26</sup> – si tu veux la paix, cultive la justice.

Alors que nos dirigeants occidentaux continuaient à faire semblant de croire à la «paix», ils rejetaient l'objectif de l'*Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)*<sup>27</sup> selon lequel «puisque les guerres naissent dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.»<sup>28</sup> Cet engagement exigeait une action proactive en faveur de la paix ainsi qu'une éducation à la paix et à l'empathie. J'insiste sur ce point dans plusieurs de mes rapports au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.<sup>29</sup>

Cette duplicité servait le complexe militaro-industriel-financier-médiatique-numérique-universitaire en constante expansion. Tous en tiraient des profits, tandis que des millions d'êtres humains dans le monde mouraient de famine et de maladie.

### **La fin de la guerre froide**

Un autre bref et brillant moment d'espoir fut celui de 1989, lorsque *Mikhaïl Gorbatchev* mit fin à la guerre froide en proposant aux Etats-Unis et à l'Europe une coopération Est–Ouest plutôt qu'une confrontation, lorsque le mur de Berlin fut démantelé le 9 novembre 1989,<sup>30</sup> et lorsque, en 1991, le *Pacte de Varsovie* fut dissous. L'Union soviétique a cessé d'exister et ses républiques sont devenues membres des Nations Unies. C'était là un moment sur lequel s'appuyer, pour canaliser l'énergie et les ressources du monde

vers la consolidation de la paix et un véritable multilatéralisme.

Oui, un monde différent était possible et réalisable, comme je l'ai expliqué dans mon rapport de 2014 au Conseil des droits de l'homme.<sup>31</sup> Cela exigeait de la bonne foi et de la solidarité internationale. Le monde aurait pu mettre en œuvre des mesures pour transformer les économies axées sur le militaire en économies axées sur la sécurité humaine; il aurait pu adopter des mesures concrètes en faveur du désarmement mondial. Le Sommet mondial pour le développement social<sup>32</sup> s'est tenu à Copenhague en 1995, bien avant les Objectifs du Millénaire pour le développement<sup>33</sup> et les Objectifs de développement durable.<sup>34</sup> Il y a eu beaucoup de discours, de nombreux engagements ont été pris, et très peu ont été tenus.<sup>35</sup>

### **Le rôle des universitaires dans le soutien à la guerre et à la propagande belliciste**

Quels ont été les obstacles à la paix et à la solidarité? Il y a eu de nombreux obstacles, reflétés dans le triomphalisme de la simplification tristement célèbre de *Francis Fukuyama, La fin de l'histoire et le dernier homme*.<sup>36</sup> Il n'y avait aucune humanité dans ce livre, mais une jubilation à l'idée d'avoir vaincu un «méchant» – l'Union soviétique, comme si celle-ci avait été la source de la pauvreté et de l'instabilité mondiales.

Fukuyama ne s'est pas demandé si c'était la philosophie capitaliste de l'Occident dans son ensemble qui était la principale responsable de la confrontation et qui avait placé le monde en grave danger d'anéantissement nucléaire. N'était-ce pas les ambitions hégémoniques de l'Occident dans son ensemble qui rendaient impossible la paix par le multilatéralisme? Mais beaucoup, aux Etats-Unis et ailleurs, partageaient les vues manichéennes de Fukuyama. L'Occident avait remporté la victoire finale contre la caricature de «l'empire du mal». Les grands médias occidentaux ont applaudi cette vision du monde fondamentalement erronée et peu charitable.

Un autre professeur d'université qui a contribué à la pollution intellectuelle des années 1990 était *Zbigniew Brzezinski* avec son livre arrogant *Le grand échiquier*.<sup>37</sup> Mais ce ne sont pas seulement les universitaires triomphalistes qui ont mal interprété les signes et porté la responsabilité de la destruction de l'espoir d'un monde meilleur. D'innombrables politiciens et journa-

listes se sont trompés. Et ils n'ont pas écouté les esprits plus avisés qui avaient compris qu'une occasion unique était en train d'être manquée.

Ainsi, le monde n'a pas réussi à consolider la paix et à œuvrer en faveur de la coopération internationale et d'une solidarité proactive. Ajoutez à cela le projet mégalomane du *Projet pour le nouveau siècle américain*<sup>38</sup> et l'expansion vers l'Est incroyablement stupide et myope de l'*Organisation du Traité de l'Atlantique Nord* (OTAN), un grave abus de confiance vis-à-vis de *Mikhaïl Gorbatchev*, puisque la réunification de l'Allemagne et la dissolution du Pacte de Varsovie étaient indissociablement liées à la promesse faite par le président américain *George H.W. Bush* et son secrétaire d'Etat *James Baker* que l'OTAN ne s'étendrait pas d'un pouce vers l'Est.<sup>39</sup> La guerre en Ukraine résulte de la violation de ces engagements fondamentaux pris envers Gorbatchev.<sup>40</sup>

Dans le monde réel, la tricherie a des conséquences. Ne pas tenir parole détruit la confiance, et une fois celle-ci brisée, il faut beaucoup de temps pour la rétablir. Chaque manquement à la bonne foi, aux règles du jeu diplomatique, sape les perspectives de paix. La responsabilité principale incombe à une seule personne: le président américain *Bill Clinton*, qui a joyeusement encouragé l'élargissement de l'OTAN vers l'Est.<sup>41</sup> L'histoire se souviendra de lui pour avoir délibérément trahi la confiance, pour avoir profité de Gorbatchev et de *Boris Eltsine*, pour avoir ruiné l'avenir de générations.

### **L'OTAN: une organisation criminelle au sens du Statut du Tribunal de Nuremberg**

Entre-temps, l'OTAN avait cessé d'être une alliance de défense, car l'ennemi s'était «rendu» et était prêt à être intégré à l'Occident, voire à rejoindre l'UE et l'OTAN. Mais non, même si l'OTAN n'avait plus d'adversaire, elle a décidé d'en créer un – non plus l'Union soviétique, mais la nouvelle Fédération de Russie qui ne souhaitait rien d'autre que la paix et la perestroïka.<sup>42</sup>

L'OTAN s'est transformée en une coalition de guerre. Cette arrogance américaine a été condamnée par un grand diplomate américain, *George F. Kennan*, qui a averti que la décision d'élargir l'OTAN était une «erreur fatale»<sup>43</sup> qui conduirait tôt ou tard à la guerre.

Et en effet, l'OTAN s'est transformée en une «organisation criminelle»<sup>44</sup> au sens des articles 9 et 10 du *Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg*.<sup>45</sup> Si l'on appliquait les critères uti-

lisés par le TMI pour condamner les organisations nazies en tant qu'«organisations criminelles», alors l'OTAN entrerait également dans cette catégorie, et pas seulement l'OTAN, mais d'autres organisations, notamment la CIA, le MI6 et le Mossad, qui se sont rendues coupables d'assassinats ciblés,<sup>46</sup> d'opérations sous faux pavillon et d'actes terroristes, y compris les pièges explosifs posés par Israël sur des téléviseurs.<sup>47</sup>

L'OTAN a également fait preuve de sa puissance lors d'un certain nombre d'«interventions humanitaires» illégales, par exemple en Yougoslavie, où elle s'est livrée à une agression pure et simple contre la Serbie et le Monténégro sans aucune justification au titre de la Charte des Nations Unies et en l'absence de toute approbation du Conseil de sécurité de l'ONU. Les agressions des Etats-Unis et de l'OTAN se sont poursuivies en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, en Iran, au Venezuela, etc. et sont susceptibles de mener la planète à une apocalypse nucléaire.

### Terrorisme

Dans une célèbre interview de 2023, le professeur *Noam Chomsky* a déclaré :

«Je suis favorable aux négociations avec l'Iran, mais elles sont profondément viciées. Il y a deux Etats qui sèment le chaos au Moyen-Orient, commettant constamment des actes d'agression, de violence, de terrorisme et des actes illégaux. Ce sont tous deux d'énormes puissances nucléaires, et leurs armements nucléaires ne sont pas pris en compte. [...] Les Etats-Unis et Israël, les deux principaux Etats voyous du monde. Je veux dire, il y a une raison pour laquelle, dans les sondages internationaux menés par les principales agences de sondage américaines, les Etats-Unis sont considérés comme la plus grande menace pour la paix mondiale, et ce à une écrasante majorité. Aucun autre pays ne s'en approche, même de loin.»<sup>48</sup>

Dans le même ordre d'idées, le professeur *Jeffrey Sachs* a déclaré en mars 2026 : «Israël est un Etat terroriste».<sup>49</sup> Dès juin 2025, le président de la Conférence Hurriyat, *Mirwaiz Umar Farooq*, avait condamné l'attaque d'Israël contre l'Iran, affirmant que l'Etat juif était devenu un «Etat voyou et une menace énorme pour la paix mondiale». Le bombardement de l'Iran par Israël, au cours duquel de nombreux civils, dont des femmes et des enfants, ont été tués, est condamnable : «En perpétuant le génocide des Palestiniens sans défense et en s'en tirant à bon

compte», Israël met désormais tout le Moyen-Orient en «péril».<sup>50</sup>

Pendant la guerre du Vietnam, *Martin Luther King Jr.* a écrit que les Etats-Unis étaient

«le plus grand pourvoyeur de violence dans le monde actuelle».<sup>51</sup> Il a ajouté qu'«une nation qui continue, année après année, à dépenser plus d'argent pour la défense militaire que pour des programmes d'amélioration sociale s'approche de la mort spirituelle».

Beaucoup de gens n'osent pas réfléchir à ce qui leur saute aux yeux, bien que les preuves soient partout sur Internet et même dans des documents officiels déclassifiés. On peut dire qu'Israël est né du terrorisme, tout comme les Etats-Unis sont nés du génocide. Lorsque les colons juifs européens sont arrivés en Palestine, ils ont non seulement terrorisé les Palestiniens, les ont expulsés de leurs foyers, les ont forcés à fuir pour sauver leur vie, mais ils ont également terrorisé les Britanniques, ont fait sauter l'hôtel King David, tuant une centaine de Britanniques. Lorsque l'ONU a envoyé un émissaire en 1948, le comte *Folke Bernadotte*, des terroristes sionistes l'ont assassiné.<sup>52</sup>

Si l'on cherche un autre pays qui pratique le terrorisme d'Etat et soutient des groupes terroristes, il faut penser aux Etats-Unis. Beaucoup de gens le savent, mais ne veulent pas tirer de conclusions du fait que les Etats-Unis ont collaboré avec des terroristes dans de nombreuses régions du monde, notamment en Syrie. *Joe Kent*, ancien chef de la lutte antiterroriste américaine, l'a clairement affirmé dans sa lettre de démission.<sup>53</sup>

La doctrine américaine de la «destinée manifeste» était également une forme de nettoyage ethnique et de génocide. Dans son célèbre livre *Why we can't wait*, *Martin Luther King Jr.* a écrit :

«Notre nation est née d'un génocide lorsqu'elle a adopté la doctrine selon laquelle l'Américain d'origine, l'Indien, était une race inférieure. Avant même que les Noirs n'arrivent en grand nombre sur nos côtes, la cicatrice de la haine raciale avait déjà défiguré la société coloniale. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, le sang a coulé dans des batailles pour la suprématie raciale. Nous sommes peut-être la seule nation à avoir tenté, dans le cadre d'une politique nationale, d'exterminer sa population autochtone. De plus, nous avons élevé cette expérience tragique au rang de noble croisade. En effet, même aujourd'hui, nous ne nous sommes pas permis de rejeter cet épisode honteux ni d'éprouver du remords à son égard. Notre littérature, nos films, notre théâtre, notre folklore l'exaltent tous.»<sup>54</sup>

On estime que dix millions d'Algonquins, de Cris, de Cherokees, de Dakotas, d'Iroquois, de Mohawks, de Pequots et de Sioux ont été exterminés au cours des XVII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.<sup>55</sup>

### **Le projet sioniste**

Le projet sioniste était un anachronisme dès sa conception au XIX<sup>e</sup> siècle. C'était une philosophie fondée sur des concepts archaïques d'identité raciale et/ou religieuse, étayée par une animosité agressive visant à *exclure* les autres. Ce n'était pas un projet progressiste ou humaniste, bien au contraire, il était misanthrope par essence.

Le projet a obtenu le soutien des gouvernements coloniaux européens qui avaient intérêt à établir une colonie européenne au Moyen-Orient, une base à partir de laquelle la puissance européenne et américaine dans la région pourrait s'étendre. En tant que construction purement impérialiste, la création d'un «Etat juif» (appelons-le une succursale du judaïsme européen – avec très peu de liens authentiques avec le monde arabe ou musulman), le projet était contraire à la philosophie de la Société des Nations et incompatible avec la Charte des Nations Unies. Cependant, des campagnes incessantes de propagande et de relations publiques l'ont fait apparaître comme juste et même, d'une certaine manière, historiquement légitime. Au fond, le projet sioniste était une expérience européenne, ontologiquement incompatible avec la dignité humaine, puisqu'il postulait la supériorité raciale des Juifs sur les populations locales qui habitaient le territoire de la Palestine.

Le projet sioniste a conduit à 80 ans de violence et de guerre au Moyen-Orient. Les Etats-Unis et la plupart des pays européens sont complices de la violence impérialiste et colonialiste imposée aux populations autochtones de Palestine, du Liban, de Jordanie, de Syrie, etc. Personnellement, je me demande combien de temps il faudra avant que la communauté internationale examine les faits, rejette la propagande pro-israélienne et comprenne enfin que le projet colonialiste visant à imposer un Etat européen aux Arabes et aux musulmans – (90% des Israéliens sont européens – ni sémites ni véritablement originaires du Moyen-Orient) – était une erreur fatale et que l'expérience a échoué. Elle a conduit non seulement à des guerres perpétuelles, mais aussi à un génocide.

Le monde attend le jugement final de la Cour internationale de justice dans l'affaire urgente –

en suspens depuis 2023 – concernant le génocide en cours des Palestiniens à Gaza. Il est choquant que les juges de la CIJ aient traîné les pieds et n'aient pas accordé l'urgence nécessaire à cette affaire, sachant que plus de cent mille Palestiniens ont été et continuent d'être tués. Il s'agit sans aucun doute d'un génocide.

A l'instar du sort réservé à *Socrate*, *Sénèque*, *Bruni* et d'autres, les hérétiques d'aujourd'hui qui s'opposent à l'orthodoxie sioniste sont diffamés et qualifiés d'«antisémites». Parmi les critiques figurent les professeurs *Jeffrey Sachs*,<sup>56</sup> *Richard Falk*,<sup>57</sup> *Norman Finkelstein*,<sup>58</sup> *Ilan Pappé*<sup>59</sup> – tous des universitaires juifs très respectés. Aucun d'entre eux n'est en aucune manière «antisémite»; ils sont tous fiers de leur héritage juif et condamnent tous les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par l'actuel gouvernement d'Israël. Ils qualifient cela de génocide et protestent publiquement en déclarant «Pas en notre nom».

### **La responsabilité des Nations Unies dans la création de l'Etat d'Israël et l'engagement en faveur d'une «solution à deux Etats»**

Il est temps de revenir à la résolution 181 de l'Assemblée générale sur le partage de la Palestine<sup>60</sup> et à la décision d'admettre Israël au sein de l'ONU, qui n'était pas gratuite mais subordonnée à l'acceptation par Israël de la Ligne verte comme frontière et à l'engagement d'Israël à respecter le droit à l'autodétermination des Palestiniens et leur droit à disposer de leur propre Etat. La solution à «deux Etats» est la seule voie possible.

Le gouvernement israélien actuel, cependant, renie cette obligation et continue d'occuper la Palestine en violation de la résolution 242 du Conseil de sécurité<sup>61</sup> et de trois avis consultatifs de la Cour internationale de justice.<sup>62</sup> L'alternative à la «solution à deux Etats» est la solution à un seul Etat telle que décrite par la professeure *Virginia Tilley* dans son célèbre ouvrage du même nom.<sup>63</sup> Toutefois, un tel Etat ne pourrait pas s'appeler Israël et ne pourrait pas être un Etat d'apartheid.<sup>64</sup> Il devrait s'agir d'un Etat unitaire ou d'une confédération dans laquelle Israéliens et Palestiniens auraient les mêmes droits et obligations. Un Etat d'apartheid serait contraire à la Charte des Nations Unies, à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid<sup>65</sup> et à de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Bien sûr, tant que les Etats-Unis continueront à soutenir Israël dans ses projets génocidaires, il deviendra impossible pour la communauté internationale de mettre fin à cette criminalité généralisée. Il appartient à la communauté internationale de prendre des mesures concrètes pour contrer les violations quotidiennes du droit international et des droits de l'homme par Israël, qui a dégénéré en une entité hors-la-loi qui agresse tous ses voisins. Dans un sens très concret, les Etats-Unis et Israël se sont transformés en *hostis humani generis* – ennemis de l'humanité et de la civilisation.

Afin de nous faire accepter les atrocités commises par les Etats-Unis et Israël, on nous a abreuvés de fausses informations et d'une histoire falsifiée. Les Palestiniens, les Iraniens, le Hamas, le Hezbollah ont tous été déshumanisés et diabolisés selon la vieille tradition romaine formulée par l'historien latin Tacite dans son ouvrage *Agricola*: «*Proprium humani ingenii est, odisse quem laeseris.*» Il est propre à la nature humaine de haïr ceux que nous avons blessés ou que nous avons l'intention de blesser.

Personnellement, je n'aime ni le Hamas ni le Hezbollah. Je n'aime pas le gouvernement iranien actuel. Mais je comprends que les Palestiniens, les Libanais et les Iraniens ont été agressés à maintes reprises, qu'ils ont subi des pertes se chiffrant en centaines de milliers, qu'ils ont un droit d'exister – ni plus ni moins que les Israéliens ont un droit d'exister – et qu'ils ont un droit inaliénable à l'autodétermination. L'Occident dans son ensemble n'a pas le droit de leur dicter quel type de gouvernement ils devraient avoir, pas plus qu'il ne devrait se livrer à des complots visant à changer de régime ou tenter de décapiter les gouvernements d'Etats souverains. Les coupables ici sont Israël et les Etats-Unis,<sup>66</sup> avec la complicité de nombreux pays de l'Occident dans son ensemble.

### Les affaires continuent

La réaction de l'Occident face à ces atrocités s'est traduite soit par le silence, soit par une rhétorique creuse. Aucune défense *erga omnes* du droit à la vie, du droit à l'autodétermination, du principe de souveraineté des Etats. Cela soulève la question de la complicité – ou à tout le moins de la responsabilité morale – en raison d'une inaction coupable. *Qui tacet consentire videtur*. Il est impossible de rester indifférent face au génocide et aux crimes contre l'humanité.

La réaction des organisations internationales a été décevante. La *Cour pénale internationale* aurait dû ouvrir une enquête approfondie sur les crimes visés aux articles 5, 6, 7 et 8 du Statut de Rome. La CPI manque non seulement à ses devoirs envers les peuples palestinien, iranien et libanais, mais aussi envers la communauté internationale.

Pendant ce temps, *Mark Rutte*, secrétaire général de l'OTAN, a appelé à la solidarité avec les Etats-Unis et Israël.<sup>67</sup> Cela confirme ce qui a été dit plus haut, à savoir que l'OTAN s'est transformée en une organisation criminelle. Comment un Etat membre de l'ONU peut-il approuver l'agression, la perfidie, une violation flagrante du droit à la vie de cent mille Palestiniens et de milliers de civils iraniens? Rutte lui-même devrait faire l'objet d'une enquête de la CPI.

Les Etats n'ont pas adopté les contre-mesures appropriées prévues aux articles 49 et 50 du Projet de code sur la responsabilité de l'Etat de la Commission du droit international.<sup>68</sup> La plupart des Etats ont choisi de ne rien faire et d'adopter une approche du «statu quo». Cela sape l'autorité et la crédibilité du droit international.

Ayant consacré plus de cinquante ans de ma vie au droit international et aux droits de l'homme, je suis consterné par l'inaction des Etats. On serait tenté de penser que le droit international n'existe plus, que la barbarie et la loi de la jungle ont pris le dessus. Mais non, nous devons tous persévérer et réaffirmer les valeurs humaines ainsi que l'importance du droit international et des institutions internationales. Nous ne pouvons pas permettre la destruction de l'Etat de droit international par des politiciens qui pratiquent la loi du plus fort et qui se prétendent *legibus solutus* – non liés par aucune loi, comme le prétendaient autrefois les empereurs romains.

Le fait que *Donald Trump* et *Benjamin Netanyahu* agissent comme s'ils étaient au-dessus du droit international ne signifie pas qu'ils le sont. Ce à quoi nous assistons est une révolte contre la civilisation et il est de notre responsabilité de riposter. Le principe exceptionnaliste *quod licet Jovi non licet bovi* – ce que Jupiter a le droit de faire n'est pas permis au reste d'entre nous, les bovins – est irrationnel et *contra bonos mores*. Non, nous devons réaffirmer la validité continue du droit international et exiger des comptes de tous ceux qui enfreignent ses règles.

Il est donc impératif que l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution «Uni-

ting for Peace» et assume ses responsabilités en matière de paix et de sécurité internationales, car le Conseil de sécurité de l'ONU est actuellement paralysé par l'abus du droit de veto exercé par les Etats-Unis.

L'Assemblée générale de l'ONU devrait imposer un embargo total sur les armes à Israël et aux Etats-Unis et exhorter les Etats membres de l'ONU à appliquer le BDS à la fois à Israël et aux Etats-Unis, c'est-à-dire à boycotter, désinvestir et sanctionner. Concrètement, les pays ne devraient plus rien acheter aux Etats-Unis ni à Israël. Plus d'achats de F-16, F-35, Boeing, Lockheed/Martin, Raytheon, Carlyle, Caterpillar, General Motors. Plus d'achats d'obligations du Trésor américain. Désinvestissement complet des obligations du Trésor américain et autres actions. Cessation totale de la vente de «terres rares» aux Etats-Unis et à Israël. En effet, tant que la communauté internationale continuera à soutenir économiquement les pays qui sont en guerre contre le droit international et la civilisation, les crimes et les atrocités se poursuivront.

Il existe de nombreux précédents de complicité dans des crimes commis «comme si de rien n'était». Quelques semaines seulement après l'agression de 2003 menée par les Etats-Unis et la «coalition des volontaires» contre le peuple irakien, le G-8 a déroulé le tapis rouge pour les criminels notoires *Tony Blair* et *George W. Bush* en juin 2003. Aujourd'hui, en juin 2026, Evian-les-Bains accueillera *Donald Trump* lors de son nouveau sommet du G-7. N'avons-nous tiré aucune leçon?

«Les affaires continuent» n'est rien d'autre que le mantra des criminels et de leurs complices.

### Conclusion

Le bilan de l'Occident dans les domaines du respect du droit international et des droits de l'homme est lamentable et empire de jour en jour. L'image artificielle des Etats-Unis et d'Israël en tant que pays respectueux de l'Etat de droit n'est plus tenable. Les peuples ont compris que l'Occident se trouve du mauvais côté de l'histoire.

La colonisation culturelle du monde par les Etats-Unis et l'Europe est un phénomène du passé. Grâce aux progrès technologiques considérables et à Internet, d'autres cultures se sont libérées de l'emprise américaine et européenne et de leurs prétendues «valeurs», de la commercialisation excessive et du matérialisme. Les pré-

tentions américaines et européennes à être des leaders dans les domaines du droit international et des droits de l'homme se sont effondrées.

Au vu des nombreuses guerres que les Etats-Unis et Israël ont déclenchées dans le monde, il est temps d'appeler un chat un chat, un génocide un génocide, et d'exiger des comptes. La Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale ont des tâches redoutables devant elles. Comme l'écrivait le philosophe romain *Sénèque*, *calamitas virtutis occasio* (*De Providentia* 4, 6) – une calamité nous offre à tous l'occasion de faire preuve de courage et de vertu. Relevons le défi. La majorité mondiale remplacera bientôt le modèle impérialiste occidental.

Comme l'a écrit *Arundhati Roy*: «Un autre monde n'est pas seulement possible, il est en marche. Les jours calmes, je peux l'entendre respirer.»

Source: <https://www.counterpunch.org/2026/04/01/405436/>, 1<sup>er</sup> avril 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

<sup>1</sup> <https://www.counterpunch.org/2024/09/25/exceptionalism-and-international-law/>

<sup>2</sup> <https://www.streamingclarity.global/sc-categories/international-law-law/the-human-rights-industry-alfred-de-zayas/>

<sup>3</sup> <http://www.un-documents.net/a39r11.htm>

<sup>4</sup> <https://www.counterpunch.org/2022/11/11/peace-as-a-human-right/>

<sup>5</sup> <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/advisory-committee/right-to-peace>

<sup>6</sup> <https://www.aedidh.org/sites/default/files/DS%20pdf%2024%20marzo%2011.pdf>

<sup>7</sup> <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-international-order>

<sup>8</sup> <https://digitallibrary.un.org/record/858594?v=pdf>

<sup>9</sup> <https://www.counterpunch.org/2024/03/27/un-charter-un-credibility-and-unlawful-unilateral-coercive-measures/>

<sup>10</sup> <https://docs.un.org/A/RES/80/209>

<sup>11</sup> <https://news.un.org/en/story/2025/10/1166213>

<sup>12</sup> <https://docs.un.org/A/HRC/RES/48/7>

<sup>13</sup> <https://news.un.org/en/story/2026/03/1167199>

<sup>14</sup> <https://imperiumromanum.pl/en/roman-art-and-culture/golden-thoughts-of-romans/quotes-of-julius-caesar/Commentarii belli civilis II, 27.2>

<sup>15</sup> [https://grokipedia.com/page/Mundus\\_vult\\_decipi,\\_ergo\\_decipiatur](https://grokipedia.com/page/Mundus_vult_decipi,_ergo_decipiatur)

<sup>16</sup> <https://italic.org/man-who-knew-too-much/>  
<https://galileo.library.rice.edu/chr/bruno.html>

<sup>17</sup> <https://www.history.com/articles/galileo-galilei>

<sup>19</sup> <https://www.rts.ch/info/suisse/2025/article/suisse-un-ex-agent-sanctionne-par-l-ue-pour-propagande-pro-russe>

- 29092798.html
- <sup>20</sup> [https://www.proquest.com/docview/1223428042?](https://www.proquest.com/docview/1223428042?sourcetype=Scholarly%20Journals)  
[https://link.springer.com/article/10.1017/  
S0165070X12000289](https://link.springer.com/article/10.1017/S0165070X12000289)
- <sup>21</sup> <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>
- <sup>22</sup> [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=LEGISSUM:eu\\_human\\_rights\\_convention](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=LEGISSUM:eu_human_rights_convention)
- <sup>23</sup> [https://eur-lex.europa.eu/eli/treaty/char\\_2012/oj/eng](https://eur-lex.europa.eu/eli/treaty/char_2012/oj/eng)
- <sup>24</sup> <https://www.archives.gov/milestone-documents/president-dwight-d-eisenhowers-farewell-address>
- <sup>25</sup> Publius Flavius Vegetius Renuatus, *De re Militari*.
- <sup>26</sup> <https://www.un.org/en/about-us/nobel-peace-prize/ilo-1969>
- <sup>27</sup> <https://www.unesco.org/en/legal-affairs/constitution>
- <sup>28</sup> <https://www.refworld.org/sites/default/files/legacy-pdf/en/1945-11/3ddb73094.pdf>
- <sup>29</sup> <https://www.ohchr.org/en/02.02.2013/Erklärung-von-Alfred-de-Zayas-unabhängiger-Experte-Förderung-demokratischer-und-gerechter>
- <sup>30</sup> <https://www.bbc.com/news/world-europe-50013048>
- <sup>31</sup> <https://docs.un.org/A/HRC/27/51>
- <sup>32</sup> <https://www.un.org/en/conferences/social-development/copenhagen1995>
- <sup>33</sup> <https://www.un.org/millenniumgoals/>
- <sup>34</sup> <https://www.undp.org/sustainable-development-goals>
- <sup>35</sup> <https://www.counterpunch.org/2025/01/27/second-world-summit-for-social-development/>
- <sup>36</sup> <https://dn721609.ca.archive.org/0/items/THEENDOFHISTORYFUKUYAMA/THE%20END%20OF%20HISTORY%20-%20FUKUYAMA.pdf>
- <sup>37</sup> [https://openlibrary.org/books/OL22139759M/The\\_grand\\_chessboard](https://openlibrary.org/books/OL22139759M/The_grand_chessboard)
- <sup>38</sup> <https://avalonlibrary.net/911/PNAC%20%28Project%20for%20the%20New%20American%20Century%29/Project%20for%20the%20New%20American%20Century%20-%20SourceWatch.pdf>
- <sup>39</sup> <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbachev-heard-western-leaders-early>  
<https://nsarchive.gwu.edu/document/16132-document-18-record-conversation-between>
- <sup>40</sup> <https://www.counterpunch.org/2022/01/28/a-culture-of-cheating-on-the-origins-of-the-crisis-in-ukraine/>
- <sup>41</sup> <https://www.thethinkingconservative.com/jeffrey-sachs-the-truth-about-the-ukraine-war-in-two-minutes/>  
<https://www.peoplesworld.org/article/documents-reveal-clinton-forced-yeltsin-into-signing-nato-russia-pact/>
- <sup>42</sup> <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2015-03-11/perestroika-soviet-union-30-years>
- <sup>43</sup> <https://www.nytimes.com/1997/02/05/opinion/a-fateful-error.html>
- <sup>44</sup> <https://odysee.com/@potkaars:f/20230804-Alfred-De-Zayas:3>  
<https://rumble.com/v6yqwo4-deserves-nato-organisati->  
<https://www.globaltimes.cn/page/202307/1294420.shtml>
- <sup>45</sup> <https://avalon.law.yale.edu/imt/imtconst.asp>
- <sup>46</sup> <https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/inside-the-cias-kill-list/>  
<https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/intelligence/2025-11-20/cia-assassination-plots-church-committee-report-50-years>
- <sup>47</sup> <https://www.middleeasteye.net/news/what-kind-booby-traps-has-israel-used-lebanon>
- <sup>48</sup> <https://scrapsfromtheloft.com/politics/noam-chomsky-us-is-worlds-biggest-terrorist-transcript/>
- <sup>49</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=Bu0ucwzBcxQ>
- <sup>50</sup> <https://www.msn.com/en-in/politics/government/israel-has-become-rogue-state-and-huge-threat-to-world-peace-mirwaiz-farooq/ar-AA1GEmVQ>
- <sup>51</sup> [https://www.democracynow.org/2003/4/4/the\\_united\\_states\\_is\\_the\\_greatest](https://www.democracynow.org/2003/4/4/the_united_states_is_the_greatest)
- <sup>52</sup> <https://pascallottaz.substack.com/p/israels-terrorist-origin-what-the-2b8>  
<https://www.historynewsnetwork.org/article/israel-the-original-terrorist-state>
- <sup>53</sup> <https://www.youtube.com/shorts/zueuh863DDg>  
<https://www.facebook.com/radarafrica/videos/former-us-director-of-the-united-states-national-counterterrorism-center-joe-ken/1948941859329124/>  
<https://www.nytimes.com/2026/03/17/us/politics/joe-kent-shannon-kent-iran-syria.html>
- <sup>54</sup> New York, Harper & Row, Neuauflage, 2010, Beacon Press, Boston, S. 141
- <sup>55</sup> David Stannard, *American Holocaust*, Oxford, 1992.  
<https://www.counterpunch.org/2025/02/13/genocide-files/>
- <sup>56</sup> <https://www.jeffsachs.org/>
- <sup>57</sup> <https://richardfalk.org/2024/11/05/the-gaza-tribunal-law-conscience-and-compassion/>
- <sup>58</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=wkraKVOAqOk>
- <sup>59</sup> [https://www.linkedin.com/posts/the-palestine-chronicle-not-in-my-name-fantasy-israel-faces-its-activity-7013826889198796800-Y\\_Qh](https://www.linkedin.com/posts/the-palestine-chronicle-not-in-my-name-fantasy-israel-faces-its-activity-7013826889198796800-Y_Qh)
- <sup>60</sup> [https://avalon.law.yale.edu/20th\\_century/res181.asp](https://avalon.law.yale.edu/20th_century/res181.asp)
- <sup>61</sup> <https://digitallibrary.un.org/record/90717?v=pdf>
- <sup>62</sup> <https://www.icj-cij.org/case/186>
- <sup>63</sup> <https://press.umich.edu/Books/T/The-One-State-Solution>
- <sup>64</sup> Jimmy Carter, *Palestine Peace, Not Apartheid*, Simon & Schuster, New York 2007.
- <sup>65</sup> <https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789210594844s003-c023>
- <sup>66</sup> <https://caitlinjohnstone.com.au/2026/03/11/we-are-the-villains-in-this-story/>
- <sup>67</sup> <https://www.stripes.com/theaters/europe/2026-03-26/rutte-trump-iran-21187403.html>
- <sup>68</sup> [https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/draft\\_articles/9\\_6\\_2001.pdf](https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/draft_articles/9_6_2001.pdf)